

DEPARTEMENT
CANTON
Romorantin-Lanthenay
COMMUNE
Romorantin-Lanthenay

REPUBLIQUE FRANCAISE

546/2026

Liberté - Egalité – Fraternité

ARRETE DU MAIRE

OBJET : Libertés Publiques et Pouvoirs de Police : Autres Actes Règlementaires
Stationnement nacelle – Rue Saint-Martin

Vu la loi n° 82 – 213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – 6^{ème} et 8^{ème} parties ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation routière ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-24, L 2213-1 et L 2213-2 ;
Vu le Code de la route ;
Vu la demande de la PRODEV ATILLA ORLEANS NORD – 3 Rue de la Burelle – 45800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE ;
Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation afin de permettre le stationnement d'une nacelle, Rue Saint-Martin, le 24 septembre 2026 ;
Afin de préserver la sécurité publique ;

- A R R E T E -

Article 1 : L'entreprise PRODEV ATILLA ORLEANS NORD est autorisée à occuper le domaine public afin de stationner une nacelle, Rue Saint-Martin, le 24 septembre 2026 ;

Article 2 : Pendant la durée de l'intervention :

- Rue Saint-Martin : le stationnement et la circulation seront interdits, la déviation s'effectuera par la Rue Georges Clemenceau et la Rue de l'Ecu. Les piétons seront renvoyés sur le trottoir opposé
- Rue du Paradis : la rue sera fermée à la circulation sauf pour les riverains disposant d'un garage ;

Article 3 : Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Il pourra être procédé à la mise en fourrière immédiate des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R.325-12 et suivants du Code de la Route ;

Article 4 : La signalisation est à la charge du demandeur et sous sa responsabilité et doit être mise en place 72 h 00 avant le début du déménagement ;

Article 5 : Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télerecours citoyens» accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>.

Le Maire,
Certifie, sous sa responsabilité, le caractère
exécutoire de cet acte

Publié ou notifié le **- 4 SEP. 2026**

Date de mise en ligne sur le site internet :

A ROMORANTIN-LANTHENAY, le 04 septembre 2026

Par délégation du Maire,
L'Adjoint,

Christophe THEODON

